



SO Coopération

Réseau régional multi-acteurs pour la coopération et la solidarité internationales en Nouvelle-Aquitaine

Compte-rendu

Première rencontre Burkina Faso régionale et Multi-acteurs en Nouvelle-Aquitaine

17 mai 2017 de 10 h à 16h - Maison de la Région Nouvelle-Aquitaine - site de Poitiers -
15 rue de la Comédie - salle Pierre Loti - Bâtiment Québec

Ordre du jour :

- > Les actualités de la coopération franco-burkinabè
- > Les liens entre les acteurs néo-aquitains et le Burkina-Faso
- > La construction d'une dynamique régionale Burkina Faso

La rencontre a réuni 56 participants dont 49 représentants de 38 structures néo-aquitaines (un consul honoraire, 8 collectivités territoriales, 26 associations dont 6 comités de jumelages, 1 organisme de formation, 2 personnes individuelles), 3 acteurs nationaux (ambassade du Burkina Faso, Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, Cités Unies France) et 3 salariés de SO Coopération.

Cf liste des participants ci-joint

Autour d'un accueil convivial et afin de favoriser l'interconnaissance, les participants ont situé sur une carte de la Nouvelle-Aquitaine leur territoire d'origine et sur une carte du Burkina-Faso leur territoire d'intervention. Ils ont également indiqué leurs domaines d'interventions. Cela a permis d'avoir une vision globale des partenariats au Burkina Faso des acteurs néo-aquitains.

1/ Mots de bienvenue



Jean-Bernard Damiens, adjoint au maire de Guéret, ancien président du Groupe Pays Burkina Faso à Cités Unies France et administrateur de SO Coopération ouvre la journée et remercie les participants. Il précise le rôle et les missions des Réseaux Régionaux Multi-acteurs (RRMA) et notamment en terme d'animation du territoire et de mise en lien entre acteurs. SO Coopération a déjà référencé plus de 200 acteurs néo-aquitains ayant des partenariats avec le Burkina Faso.

Anne Gérard, conseillère régionale en charge de la jeunesse, de la mobilité internationale, du logement des jeunes et de la vie étudiante déléguée à la Francophonie au conseil régional de Nouvelle-Aquitaine remercie les participants d'être venus si nombreux ce qui témoigne du dynamisme des liens entre les territoires néo-aquitains et burkinabés. Les engagements sont multiples et parfois très anciens comme le témoigne le jumelage Loudun-Ouagadougou qui fête en 2017 ses 50ans. Anne Gérard souligne l'importance de

la mutualisation et de la mise en lien entre les acteurs facilités par SO Coopération qui propose des espaces d'échanges tel que celui de ce jour.

Guillaume De Russé, président-délégué chargé des relations extérieures, des grands projets et des fonds européens au conseil département de la Vienne qui représente Bruno Belin président du département et du groupe pays Burkina Faso de CUF souligne les liens affectifs entre le Burkina-Faso et la Vienne déclenchés dans les années 60 par Monory. Aujourd'hui, une vingtaine de partenariats avec des villes de la Vienne jumelées avec des villes burkinabés continuent à être soutenus financièrement par le département de la Vienne. La loi NOTRE n'a pas retiré l'action internationale des collectivités puisqu'elle peuvent mener des actions extérieures en dehors de leur champ de compétence.

Louis Caudron, consul honoraire du Burkina Faso à Poitiers excuse Patrick Maurange consul honoraire du Burkina Faso à Bordeaux qui souhaitait participer à la rencontre et a eu un imprévu. Louis Caudron indique qu'il a délivré 20 000 visas depuis le début de son mandat ce qui témoigne du dynamisme des échanges entre les territoires.

2/Actualités de la coopération franco-burkinabè

Dans son allocution, Monsieur Cyr Robert Ouédraogo, 2^{ème} Conseiller à l'ambassade du Burkina Faso à Paris, représentant monsieur l'ambassadeur Alain Francis Gustave Ilboudo, a transmis les excuses de l'Ambassadeur aux organisateurs pour n'avoir pas pu être présent pour cause de contraintes d'agenda. Il a également transmis ses félicitations au comité organisation pour l'initiative et a souhaité plein succès à la rencontre.

Faisant un rappel de la juridiction de l'Ambassade du Burkina Faso à Paris, dirigée l'ambassadeur monsieur Ilboudo et qui a fonction en octobre 2016, Monsieur Ouédraogo a indiqué qu'elle couvre plusieurs pays : l'Espagne, le Portugal, la France et Monaco. Au niveau de la France, le Burkina Faso compte un (01) Consulat général à Paris et huit (08) Consulats honoraires, avec 7 actifs, répartis sur le territoire dont 2 en Région Nouvelle-Aquitaine à Poitiers et à Bordeaux.

En matière de relation bilatérale franco-burkinabè, Monsieur Ouédraogo a indiqué que le document cadre de coopération établie en 2013 est le document de référence qui définit les axes stratégiques de ladite coopération. Ces axes concernent l'économie, le développement humain, l'hygiène et la santé ainsi que la coopération en matière sécuritaire et de défense. Ce dernier volet occupe une place importante du fait de la menace sécuritaire dans la zone sahélienne où le territoire burkinabè sert de point d'appui à l'opération Barkhane au Mali.

Monsieur Ouédraogo a souligné qu'en matière de coopération décentralisée, la Loi 055-2004 AN du 21 décembre 2004 portant Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) est la loi de référence qui encadre l'actions des Collectivités Territoriales, des Associations, des ONG, etc., dans le domaine du développement. Ces partenariats doivent se dérouler dans le respect de la souveraineté et de l'intérêt de la Nation

Il a annoncé que le premier jumelage franco-burkinabè a été scellé en 1967 entre Loudun et Ouagadougou et, de nos jours, plus de 180 partenariats ont été identifiés.

Pour clore son intervention, Monsieur Ouédraogo a annoncé l'organisation des Assises nationales de la coopération décentralisée du 05 au 07 octobre 2017 à Ouagadougou en vue de redéfinir les fondamentaux de la coopération décentralisée au Burkina Faso pour plus de résultats probants.

Joël Savary, chargé de mission auprès du Délégué pour - Pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale, RRMA, culture- à la Délégation de l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales au Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE) indique que les

réseaux régionaux multi-acteurs sont très importants pour l'animation et le partage de bonnes pratiques en région. La solidarité reste le socle historique de la coopération, et cette table-ronde sur le Burkina Faso en est l'exemple. L'avenir se construit néanmoins par la globalisation des thématiques élargies. Les enjeux actuels et priorités du MEAE sont le réchauffement climatique, les Objectifs de Développement Durable (qui englobent la souveraineté alimentaire, la lutte contre la désertification, l'agriculture durable...), le développement économique local, ou encore la formation et la mobilisation de la jeunesse, en lien organisé avec France Volontaires. Le MEAE met en place à destination des collectivités territoriales pour leurs coopérations des dispositifs d'appui au travers des appels à projets thématiques (jeunesse) ou généralistes. Par ailleurs, Monsieur Savary insiste sur le respect des impératifs de sécurité pour lesquelles il faut être très vigilant. Pour cela des outils sont mis en place tels que l'inscription sur le site d'Ariane accessible sur France Diplomatie et les consignes actualisées de l'ambassade de France à Ouagadougou doivent être consultées.

Constance Koukoui, chargée de mission à Cités Unies France (CUF), indique que CUF se réjouit de participer à la rencontre des porteurs de projets sur le Burkina en région. En effet, c'est en étant au plus proche des acteurs que l'on peut travailler ensemble. Être à Poitiers permet de faire le lien entre plusieurs dynamiques locales, régionales, internationales. Souvent on va très loin pour s'apercevoir que son voisin travaille sur la même thématique ou la même région au Burkina ; pendant des événements d'envergure, ou des rencontres régionales comme aujourd'hui, on peut se rencontrer et échanger. S'écouter entre différents acteurs, à différentes échelles, permet aussi de tirer des leçons, et partager une expérience nécessaire à la qualité des projets. CUF, en tant qu'association nationale d'élus et de collectivités territoriales engagés à l'international, anime depuis plus de 40 ans plusieurs Groupes- Pays au niveau national, dont un Groupe-Pays Burkina Faso créé en 1988. Il est aujourd'hui présidé par le président du Département de la Vienne. Cet espace d'information, d'échange et d'actions concertées, réunit des partenariats de coopération décentralisée, en tenant compte des comités de jumelages et donc de la société civile. La coopération est certes un engagement politique qui vient souvent d'un terreau affectif, professionnel, associatif, territorial et inscrit les relations sur une longue durée... Il reste néanmoins important d'intégrer et de respecter la souveraineté, les règles et les priorités nationales et locales du pays dans lequel on mène des partenariats, afin d'inscrire ses actions dans ce contexte.

Parmi les faits marquants de l'animation de la coopération décentralisée franco-burkinabè portée par le Groupe-Pays Burkina Faso CUF, nous pouvons citer : un programme de compagnonnage ; un projet tripartite Burkina Faso-Allemagne-France ; la participation à un processus d'évaluation ; le plaidoyer pour la reconnaissance du rôle et la prise en compte des collectivités et de la coopération décentralisée dans les processus de décentralisation et le développement local ; le soutien, l'accompagnement et la valorisation de partenariats auprès des autorités étatiques et multilatérales ; la réalisation de publications spécialisées ; la co-organisation d'événements, telles que les « assises de la coopération décentralisée ».

Les assises de la coopération décentralisée permettent de dresser collectivement un état des lieux de la décentralisation et de la coopération d'un pays, à un moment donné, aux niveaux politique, géopolitique, institutionnel, économique et social, culturel mais également de partager des informations techniques simples et de créer des synergies multi-acteurs. Les assises nationales de la coopération 2017, fixées par le gouvernement du Faso du 5 au 7 octobre à Ouagadougou, seront multi-pays. Thème général : « Coopération décentralisée et autonomisation des collectivités territoriales ». Le ministère burkinabè de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD) a indiqué que

le déplacement, l'hébergement et la restauration seraient à la charge des participants. A ce jour, les informations relatives à la logistique ne sont pas encore disponibles, les informations relatives au contenu sont en construction.

Cités Unies France, en concertation avec l'État français, est partie prenante à la préparation de l'événement porté par l'État burkinabé et souhaite être à l'écoute des acteurs pour que les assises soient les plus représentatives des partenariats qui sont menés.

Les collectivités et comités de jumelage de Nouvelle-Aquitaine intéressés sont invités à se faire connaître auprès de SO Coopération (m.leriche@socooperation.org) ou de Cités Unies France (c.koukou@cites-unies-france.org).

3/ Les liens entre les acteurs néo-aquitains et le Burkina-Faso

Focus sur des dynamiques multi-acteurs en Région

> **Châtelleraut-Kaya jumelage coopération (CKJC)** – Jacques Simmonet, président du comité de jumelage et Jacques Raynaud chargé des relations internationales à la ville de Châtelleraut

La coopération Châtelleraut - Kaya a 40 ans d'existence. En 2005, pour mieux accompagner la décentralisation et la communalisation intégrale au Burkina-Faso, la commune de Châtelleraut répond favorablement aux demandes du comité des jumelages (association Châtelleraut-Kaya jumelage-coopération - CKJC) qui lui a proposé de promouvoir l'appui institutionnel (coopération entre services municipaux), comme volet « à part entière » de la coopération décentralisée avec Kaya. Ainsi un mode de mise en œuvre originale du partenariat est mis en place qui lie d'une part la Mairie de Kaya avec celle de Châtelleraut et, d'autre part, le comité communal des jumelages de Kaya (CCJK) et l'association CKJC. Chacun des comités de jumelages travaille en lien direct avec sa mairie. Les associations de jumelage déploient un programme innovant et de grande ampleur en matière de gestion raisonnée et de développement rural durable, prenant en compte les besoins d'adaptation au changement climatique du territoire et l'autonomie alimentaire des populations. Elle accompagne aussi des projets de développement en direction de la société civile dans les domaines économiques, sociaux et culturels. Basé sur de longues années de pratiques d'échanges informels, une déclaration tripartite incluant Herzogenaurach, une ville allemande de Franconie (Bavière) a été formalisée et signée en 2011. Le partenariat institutionnel s'articule autour des axes suivants : eau et assainissement, énergies renouvelables, technologies de l'information et de la communication, gestion des déchets, développement des ressources fiscales, formation et jeunesse. La ville a été lauréate pour les appels à projets du MEAE « triennal 2016-2018 » et « Jeunesse II », et la Communauté d'agglomération de « Climat II » (en application des dispositions de la « loi Oudin »). Ces financements produisent un effet de levier considérable permettant la mobilisation de nouveaux partenaires publics (Ministères) et privés (ONG et entreprises) en Allemagne, en Belgique et au Burkina-Faso, mais aussi en France (Agence de l'Eau Loire Bretagne, IUT, Eaux de Vienne).

> **Moncutant sans frontières** – Thérèse Boton – [télécharger l'allocution](#)

Association qui existe depuis 1998 et qui mène un partenariat multi-acteurs au Burkina Faso dans lequel sont impliqués :

- la commune de Moncutant avec qui l'association a une convention et qui octroie des subventions.
- 7 entreprises du territoire qui, grâce au mécénat, apportent leur soutien pour financer des actions de micro-crédit. L'une d'elle a signé une convention avec l'association et verse un pourcentage de ses ventes de produits de clôture pour financer le maraîchage.

- 3 collèges et 6 écoles primaires à travers des correspondances scolaires et des actions d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale.

L'association communique sur les actions menées au Burkina et en France grâce au bulletin municipal.

> Partenariat de coopération décentralisée entre la région Nouvelle-Aquitaine et la Région du Plateau Central – Sylvain Davila – chargé de mission

Le partenariat a été officialisé en 1999 avec la Région Limousin et a été transféré vocation dorénavant à être coordonné à l'ensemble de la Région Nouvelle-Aquitaine. Une cinquantaine de partenaires du territoire : associations, acteurs économiques, collectivités territoriales, organismes de formations... sont impliqués dans cette coopération qui, avec le concours financier du MEAE, vise à

- favoriser le développement et les relations économiques,
- lutter contre les effets du changement climatique
- accompagner les processus de décentralisation et de représentation démocratique.

La Région propose actuellement 3 appels à projets en lien avec la solidarité internationale pour les acteurs néo-aquitains :

- Appel à projets développement solidaire -jusqu'au 15 juin - [le consulter ici](http://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/fiche/soutien-aux-projets-de-developpement-solidaire/) (<http://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/fiche/soutien-aux-projets-de-developpement-solidaire/>)

- Appel à projet ECSI -jusqu'au 15 juin - [le consulter ici](http://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/fiche/education-a-la-citoyennete-et-a-la-solidarite-internationale/) (<http://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/fiche/education-a-la-citoyennete-et-a-la-solidarite-internationale/>)

- Appel à projet spécifique pour les projets de coopération entre acteurs néo-aquitains et du Plateau Central jusqu'au 4 septembre - prendre contact avec Sylvain Davila (s-davila@nouvelle-aquitaine.fr)

Guillaume Bertrand indique que La Maison des Droits de l'Homme (MDH) est un partenaire privilégié de cette coopération depuis de nombreuses années et travaille aujourd'hui avec l'alliance interassociative pour l'ECSI avec Kurioz et le RADSI. Il s'agit de créer un partenariat d'ECSI avec les acteurs du Plateau Central qui travaillent aussi à la constitution d'une plateforme interassociative. Le programme du partenariat prévoit notamment de développer les échanges par le portage sur les deux territoires sur les campagnes Alimenterre et le Festival des Solidarités pour faire du lien avec les acteurs du Sud et plus particulièrement du Plateau Central. Dans ce cadre, la MDH a accueilli pendant 6 mois Jean Baptiste Bonkougou, qui est un jeune burkinabé en service civique originaire de la ville de Ziniaré.

> Association Jumelage Coopération de la Vienne (AJCV 86) – Patrick Touzalin président – [télécharger le texte de présentation](#)

Association créée en 1986 qui rassemble les jumelages de la Vienne, majoritairement avec le Burkina Faso qui compte aujourd'hui 14 comités adhérents et 2 associations. L'association a des liens privilégiés avec le Conseil départemental de la Vienne qui soutient ses actions et mène également un partenariat avec Eaux de Vienne. Ses buts sont de créer entre les Comités de Jumelage menant une action avec des partenaires de pays en développement, des liens d'amitié, des occasions de rencontres, d'échanges et d'informations mutuelles, en vue de rendre plus efficaces les actions entreprises par

chacun d'eux et de promouvoir des actions de sensibilisation à la culture et aux réalités des pays en développement.

En 2018, l'AJCV 86 organise le festival Cine d'Afrique en Vienne, festival de cinéma spécialisé dans la diffusion et la promotion de films africains en zones rurales dans le département de la Vienne.

Échanges

Les participants s'interrogent sur l'articulation entre SO Coopération et CUF pour la dynamique pays. Les rencontres pays animé par les RRMA sont régionales et multi-acteurs. Les RRMA et CUF travaillent ensemble dans un souci de complémentarité, CUF étant une association nationale et davantage axée sur la coopération décentralisée. Les RRMA ont une approche plus fine des dynamiques en Région.

L'Association des Communes Jumelées du Limousin (ACJL) témoigne du fait que la majorité des communes sont jumelés avec des villes européennes et qu'il est intéressant de développer les jumelages avec les pays dit du «Sud ». Cependant, il reste difficile de convaincre les élus. Les partenariats tripartites avec des villes européennes et d'autres territoires sont intéressants à développer.

Les participants insistent de l'importance du besoin pour les petites associations d'être représentées et de laisser une place à tous les acteurs dans ces dynamiques régionales.

4/ Construction d'une dynamique régionale

> Atelier sur les attentes

Un premier atelier a permis de dégager les attentes des participants sur la constitution d'une dynamique multi-acteurs régionale Burkina Faso. Il en est ressorti une forte volonté d'échanges notamment à travers des rencontres thématiques mais également plus transversales. Plus globalement, il ressort une volonté de mieux se connaître et d'être informés des évolutions et actualités au Burkina Faso notamment en terme politique, conditions de sécurité... Certaines attentes exprimées en terme d'accompagnement, de formation sur le partenariat, le montage de projets, de veille sur les financements disponibles peuvent déjà être satisfaites par l'offre de service proposée par SO Coopération. Les participants sont préoccupés de l'intégration et de la représentation des petites associations isolées à cette dynamique régionale. L'importance d'associer les populations du territoire, particulièrement des jeunes, a été soulevée.



> Atelier sur le pilotage et le fonctionnement

Au regard des attentes préalablement identifiées, une réflexion a été menée en 4 sous-groupes sur la mise en place d'une dynamique régionale multi-acteurs Burkina Faso, son fonctionnement, son pilotage et sa gouvernance. L'importance de faire des propositions réalistes et faisables en termes de moyens humains et financiers a été soulignée afin de privilégier une structuration pour une animation régionale opérationnelle.

Il est proposé d'appeler cette dynamique « groupe Nouvelle-Aquitaine Burkina Faso » ou bien « Na », abréviation qui signifie « vient » en dioula langue parlée dans l'ouest Bobo Dioulasso.

Pilotage

Piloter par SO Coopération, et sans statut juridique formel, ce groupe a des moyens humains identifié avec la désignation d'un référent technique qui est un salarié du RRMA qui s'appuie sur un groupe de volontaires référents informels constitué, si possible, de membres de SO Coopération. Cette organisation permettra de lancer les activités et de donner une impulsion politique à la dynamique. Un comité de pilotage avec une répartition géographique et par typologie d'acteurs pourra se structurer dans le temps.

Mise en œuvre

Deux fois par an, des rencontres itinérantes seront organisées avec possibilité de visioconférence et de participation des partenaires burkinabés. Les collectivités territoriales pourront être sollicitées pour la mise à disposition de salles de visioconférence. Chaque rencontre aura une entrée thématique préalablement identifiée selon les priorités des acteurs. Les participants des rencontres sont adhérents de SO Coopération, cependant, d'autres d'acteurs peuvent être invités.

Outils

Plateforme en ligne sur le site de SO Coopération avec un fonctionnement simple (le contenu devra être modéré) à construire pour mettre à disposition:

- une base de données/répertoire à jour des acteurs et éventuellement une « fiche contact » par acteur
- une cartographie des partenariats/ acteurs
- un agenda/calendrier mutualisé des événements et des missions/voyage au Burkina et l'accueil des partenaires burkinabè
- un forum de discussion simple permettant d'échanger en ligne et notamment de mutualiser des moyens
- des ressources en ligne : veille documentaire sur les actualités

5/Perspectives

Le pilotage par SO Coopération a été validé. Afin que les propositions faites par les participants soient opérationnelles et de poursuivre la dynamique, un appel à volontaire pour constituer un groupe de référents est lancé. Ces personnes pourront travailler sur un document cadre qui formalisera davantage le fonctionnement et le pilotage de cette dynamique pays.

Dans le cadre des prochaines Assises de la coopération burkinabé qui se sont tenues pour la dernière fois il y a 10ans et qui représentent un moment important d'échanges, il est proposé de constituer une délégation néo-aquitaine qui pourrait porter la dynamique régionale et optimiser la visibilité des partenariats. Pour cela, un appel à mobilisation pour les assises est lancé.

Pour SO Coopération

Marion LERICHE, chargée de mission à SO Coopération

m.leriche@socooperation.org

05 16 39 10 34